



« Schengen, c'est la sécurité et la liberté – mais ce n'est possible qu'avec Frontex. »

La Suisse doit assumer ses responsabilités vis-à-vis des frontières de l'Europe

06.05.2022

D'un coup d'oeil

Dans quelques jours, les citoyens se prononceront sur la future participation de la Suisse à l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex. Malgré plusieurs mois de campagne, il demeure difficile de savoir ce que les référendaires veulent obtenir avec un non. En revanche, une chose est claire : pour que la Suisse puisse conserver les avantages de l'espace Schengen, chaque voix pour le oui comptera le 15 mai.

Le débat sur la votation sur Frontex entre dans sa phase finale, et il prend parfois des allures bizarres. Je n'ai jamais vu un camp du non aussi divisé sur ses objectifs. Cela a été particulièrement évident lors de l'émission « Arena » diffusée récemment : des représentants du comité référendaire se trouvaient aux côtés de politiciennes du camp rose-vert. Les premiers ont pour objectif d'abolir Frontex et toutes les frontières nationales. Les seconds, en revanche, veulent approuver immédiatement la contribution à Frontex si leurs exigences en matière d'asile sont satisfaites. Et puis, il y a aussi une campagne du non qui vise la sortie de la Suisse de Schengen, afin de renforcer la protection nationale des frontières.

Ces trois positions sont totalement incompatibles, elles s'excluent mutuellement. Cela montre les risques que la Suisse prendrait en cas de non. Reste à savoir quelle interprétation s'imposerait après un rejet. Tenons-nous-en donc plutôt aux faits. Nous les trouvons dans l'accord d'association à Schengen. Il y est clairement stipulé que l'accord cessera automatiquement de s'appliquer, si la Suisse ne reprend pas ses développements ultérieurs. Il est certes possible de trouver une solution au sein du comité mixte dans un délai de 90 jours. Mais au vu de l'état actuel des relations entre la Suisse et l'UE, je ne parierais personnellement pas sur l'efficacité de ce parachute de secours. La situation est d'autant plus difficile que l'UE, en raison de la guerre en Ukraine, a bien évidemment d'autres chats à fouetter que de chercher avec nous un traitement spécial.

Le peuple suisse a déjà dit trois fois oui à la participation de la Suisse à Schengen et aux développements correspondants, et ce pour de bonnes raisons. En l'absence de pandémie, nous profitons tous de l'ouverture des frontières en Europe, qui nous permet de voyager facilement. Des milliers d'entreprises situées à proximité des frontières emploient des spécialistes bien formés qui peuvent faire la navette entre les pays voisins et la Suisse, sans rencontrer d'obstacles. Et nos lieux touristiques peuvent accueillir nettement plus de visiteurs extra-européens : grâce au visa Schengen, la Suisse fait en effet partie des tous meilleurs tours d'Europe.

Outre ces aspects économiques, Schengen nous apporte également plus de sécurité. Les bases de données européennes de recherches et de visas sont devenues, depuis bien longtemps, des instruments de travail indispensables pour nos autorités et génèrent des taux de réussite élevés. Parallèlement, le nombre de délits enregistrés diminue d'année en année, depuis l'adhésion de

la Suisse à Schengen. Mais ce gain de liberté et de sécurité n'est possible que si les frontières extérieures de l'Europe sont protégées et contrôlées. Il est indéniable que les droits de l'homme doivent absolument être respectés, même dans des situations difficiles. Pour moi, il va de soi que la Suisse y contribue de manière appropriée dans le cadre de Frontex. Et c'est là tout l'enjeu de cette votation. C'est pourquoi il faut un oui clair à Frontex et donc à Schengen le 15 mai.



Monika Rühl
Présidente de la direction